

« Penser l'avenir au temps de Georges Pompidou »
(6-7 novembre 2014, IRCAM)

DOSSIER PÉDAGOGIQUE

Contenu :

La France de Georges Pompidou et la projection dans l'avenir.....	2
<i>Document 1 – L'agriculture de demain.....</i>	<i>2</i>
<i>Document 2 – Le développement économique et industriel.....</i>	<i>2</i>
<i>Document 3 – La conquête de marchés étrangers.....</i>	<i>3</i>
<i>Document 4 – L'économie française de 1958 à 1974.....</i>	<i>3</i>
<i>Document 5 – VIe Plan et croissance.....</i>	<i>4</i>
Instruments de prévision et échelles de temps.....	5
<i>Document 1 – L'information économique.....</i>	<i>5</i>
<i>Document 2 – Le Commissariat général du Plan.....</i>	<i>5</i>
<i>Document 3 – Emploi, chômage et prévision.....</i>	<i>6</i>
<i>Document 4 – Quelle défense pour la France ?.....</i>	<i>6</i>
<i>Document 5 – La désindustrialisation.....</i>	<i>6</i>
<i>Document 6 – Petit commerce et grandes surfaces.....</i>	<i>7</i>
Doutes, limites, remises en cause.....	8
<i>Document 1 – La crise du système monétaire international.....</i>	<i>8</i>
<i>Document 2 – Le pétrole.....</i>	<i>8</i>
<i>Document 3 – Nouveaux défis de la civilisation occidentale.....</i>	<i>9</i>
<i>Document 4 – Individu et société.....</i>	<i>10</i>
La vision pompidolienne.....	11
<i>Document 1 – Les objectifs de Georges Pompidou.....</i>	<i>11</i>
<i>Document 2 – La politique de l'énergie.....</i>	<i>11</i>
<i>Document 3 – L'Europe de l'Est.....</i>	<i>12</i>
<i>Document 4 – L'aide au développement.....</i>	<i>12</i>
<i>Document 5 – La langue française</i>	<i>12</i>
<i>Document 6 – La transmission du savoir.....</i>	<i>12</i>

La France de Georges Pompidou et la projection dans l'avenir

[1 seul chapeau, le texte en italique qui suit et « coiffe » l'ensemble des documents de cette partie]

[Chapeau] Le projet global de Georges Pompidou est le suivant : la prospérité française se construira sur la base d'une agriculture rénovée (document 1) et d'une industrie puissante, qui donneront les moyens d'une influence internationale appuyée sur l'Europe, au service d'une certaine image de la France et des valeurs qu'elle incarne (document 2). Comme Premier ministre puis comme président de la République, il se fait l'ardent défenseur de l'industrie, notamment par le développement de secteurs de pointe et d'entreprises offensives sur le plan international (document 3). Cette politique s'inscrit dans le contexte des Trente Glorieuses et d'une croissance inégalée (document 4), mais aussi des débuts de la mondialisation économique. Dans les conceptions de Georges Pompidou, l'augmentation de la richesse nationale et l'élévation globale du niveau de vie entraîneront en retour le progrès social ; il y ajoute une préoccupation récurrente pour le sort des individus dans une approche humaniste (document 5).

Document 1 – L'agriculture de demain

Nous nous trouvons en présence d'une révolution économique. Nous n'y pouvons rien. La trouverions nous mauvaise qu'elle est là. D'ailleurs rien n'est mauvais dans le progrès. Le problème est de savoir en tirer parti. La révolution économique fait que l'urbanisation se développe, que les populations des villes grandissent et que les méthodes modernes d'exploitations permettent des rendements très supérieurs, donc une production fortement accrue. Il y a par conséquent nécessité pour les agriculteurs de pouvoir vendre des quantités de produits chaque jour plus importantes vers la ville ou vers les marchés étrangers proprement dits.

[...]

Nos agriculteurs vont avoir à leur disposition un marché national et même international qui demande une production différente de celle d'autrefois. Il ne s'agit plus pour chaque consommateur d'aller choisir dans la ferme qu'il connaît, chez le fermier qu'il connaît, le fromage préparé comme il l'aime « lui ». Il s'agit de vendre des productions de masse. Le commerce et la clientèle des villes, la clientèle internationale surtout, demandent une production de qualité régulière, de présentation identique et exigent donc un véritable bouleversement dans la production, dans la transformation et dans le conditionnement.

D'autre part, il est bien évident que si l'agriculteur se borne à produire et ne s'occupe pas des étapes suivantes, il se trouvera livré purement et simplement sur les marchés au gré des intermédiaires, des industriels et des commerçants. Les prix seront alors non pas fixés dans l'intérêt du producteur et sous la pression des producteurs eux-mêmes, mais déterminés en fonction du seul intérêt des intermédiaires entre producteur et consommateur. Il faut donc que la profession s'organise pour intervenir au stade de la transformation [...] et au stade de la commercialisation.

Discours d'Aurillac (14 octobre 1967)

Document 2 – Le développement économique et industriel

« À la stagnation de notre population a succédé une expansion démographique salutaire [...]. Nous avons, depuis 10 ans surtout, progressé à une cadence qui est la première de tous les pays occidentaux. Notre revenu national a dépassé celui de la Grande-Bretagne. Nous avons dans les domaines les plus avancés – énergie nucléaire, espace, aéronautique, électronique, informatique, exploration des océans – conquis notre place dans le peloton de tête des nations. Non par un vain désir de prestige, mais par la conviction que le monde moderne est dominé par

le progrès scientifique et technique et qu'un pays qui ne consent pas l'effort intellectuel et financier nécessaire pour être dans le train est condamné irrémédiablement à la médiocrité et à la dépendance.

Nos ambitions ne s'en tiennent pas à ce qui est acquis. Notre agriculture, poursuivant sa modernisation, trouvera chaque jour davantage dans le Marché commun les raisons d'être de son activité et de sa productivité. Notre puissance industrielle est encore insuffisante ; nous prétendons la doubler dans les 10 années qui viennent [...]. Nous entreprenons avec le concours des professionnels et l'incitation de l'État, le développement systématique de nos exportations, affirmant ainsi la présence économique française partout dans le monde, assurant l'équilibre de nos échanges, garantissant la valeur de notre monnaie. »

Discours de Toulouse (7 mai 1971)

Document 3 – La conquête de marchés étrangers

« Si nous voulons pouvoir par conséquent supporter la concurrence étrangère chez nous, où elle va venir se développer (et je m'en félicite) il convient que nous allions nous-mêmes porter la concurrence à l'extérieur. Il convient que l'industriel et le commerçant français aient désormais l'état d'esprit, et je dirai l'obsession, de l'exportateur. Il convient que nos industriels se préoccupent d'aller prospecter les marchés étrangers, d'aller y prendre place, d'y acheter ou d'y créer des circuits commerciaux, de faire des enquêtes sur les besoins et sur les goûts des clients étrangers, en se préparant à les satisfaire. Il convient pour cela qu'ils aient perpétuellement la volonté d'augmenter dans leurs ventes la proportion des marchés étrangers par rapport à celle du marché national.

Bien sûr, l'existence d'un important marché national est fondamentale. Bien sûr, le support d'une clientèle locale et nationale est essentiel. Mais nous devons désormais comprendre que cela ne suffit plus et qu'une proportion chaque jour plus importante de nos ventes doit se faire hors de nos frontières et de préférence dans les pays industriellement développés. C'est là que nous devons porter la concurrence, parce que c'est de là qu'elle nous vient. »

Inauguration de la Foire de Lyon (15 mars 1964)

Document 4 – L'économie française de 1958 à 1974

	Nombre d'hab.	Taux de croissance	Inflation	Taux de chômage
1958		2,9	16,2	1,3
1959		3,2	5,7	1,5
1960		7,2	3,5	1,4
1961		5,5	3,4	1,2
1962	46 243 000	6,7	4,7	1,4
1963		5,3	4,8	1,5
1964		6,5	3,3	1,2
1965		4,8	2,5	1,5
1966		5,2	2,8	1,6
1967		4,7	2,7	2,1
1968	49 778 000	4,3	4,4	2,7
1969		7,0	6,5	2,3

1970		5,7	5,3	2,5
1971		4,8	5,3	2,7
1972		4,4	6,2	2,8
1973		5,4	7,4	2,7
1974	52 656 000 (1975)	3,1	13,8	2,8

(Source : Jean-Pierre Vesperini, *L'économie de la France sous la V^e République*, Paris, Economica, 1993, p. 402-405)

Document 5 – VI^e Plan et croissance

« Nous allons choisir un taux d'expansion qui sera aux approches de 6%. Nous pensons qu'on peut l'atteindre sans tension inflationniste trop sévère et qu'on peut l'atteindre dans une situation de l'emploi convenable ; nous pensons qu'un taux général aux approches de 6% se traduit ou peut se traduire, en tout cas, par un développement de la production industrielle de l'ordre, peut-être, de 7,5% par an. Ce qui correspond à l'objectif que je me suis fixé de doubler à peu près la production industrielle de la France dans quelques dix années. [...]

La France est un pays en pleine mutation où il y a encore des transformations considérables qui s'imposent, que toutes les mutations et les transformations se traduisent finalement par des douleurs humaines, et qu'à aller trop vite et trop bousculer c'est de la souffrance humaine que l'on fabrique. Or, je crois que l'économie a autant au moins pour objet le bonheur des hommes que leur richesse. »

Conférence de presse, 21 janvier 1971

Instruments de prévision et échelles de temps

[2 chapeaux, coiffant 2 séries de documents]

[Chapeau 1/2] De nombreux instituts créés au lendemain de la guerre alimentent la décision gouvernementale en données factuelles : INED (démographie), INSEE (statistiques économiques), etc. D'autres structures sont créées au cours des années 1960-1970 pour accompagner la réflexion prospective. Le Centre d'études des revenus et des coûts (document 1) n'en est qu'un exemple. Le Commissariat général du Plan (document 2) trace le cadre général de l'évolution économique, fixant un certain nombre d'objectifs et d'indicateurs. Il doit favoriser un développement harmonieux du pays, sans perdre de vue ceux que la modernisation met à mal (document 3).

Document 1 – L'information économique

« Sans doute est-il nécessaire que le gouvernement, responsable du progrès de l'économie, veille de près à la réalisation des objectifs prévus par le Plan. Mais il ne l'est pas moins que les groupes sociaux et les organisations professionnelles conservent un rôle de discussion, de négociation, et, dans le domaine qui est le leur, de décision. [...] Sans doute enfin faut-il dresser périodiquement le constat de l'évolution de notre économie, afin de détecter les mouvements anormaux générateurs de tension, mais il serait dangereux que cette vérification prît la forme d'un contrôle autoritaire et tracassier. [...] Le Centre d'Études des Revenus et des Coûts n'est ni un organisme arbitral, ni une magistrature morale, ni un instrument de police des salaires. C'est un moyen de connaissance et d'étude au service de l'ensemble de l'économie française. »

*Installation du Centre d'Études des Revenus et des Coûts
au Commissariat général au Plan (22 avril 1966)*

Document 2 – Le Commissariat général du Plan



Le Commissariat général du Plan est créé en 1946 et confié alors à Jean Monnet. À l'époque pompidolienne, sont successivement commissaires au Plan Pierre Massé (1959-1966), François-Xavier Ortoli (1966-1967) et René Montjoie (1967-1974). Le CGP devient Centre d'analyse stratégique en 2006, puis Commissariat général à la stratégie et à la prospective en 2013, plus couramment appelé France Stratégie. Depuis 1946, ses services sont installés Hôtel de Vogüé.

Document 3 – Emploi, chômage et prévision

« Nous ne pouvons pas laisser les chômeurs sans ressources. Mais nous devons, avant tout, essayer de leur trouver un emploi. Tout en sachant parfaitement que nos efforts doivent tendre à éviter le chômage, nous ne pouvons et personne ne le fera jamais, assure à qui que ce soit n'importe quel emploi de son choix, le jour venu, au lieu où il le veut. Cela n'est pas possible. Il faut une certaine mobilité. Nous ne pouvons pas éviter qu'il y ait quelques grincements dans la machine. D'où la nécessité de la prévision. [...]

Il n'en restera pas moins qu'on se trompera toujours dans la prévision la mieux calculée [...]. Mais dans le domaine de l'emploi, les conséquences en sont rapides. C'est pourquoi c'est le domaine dans lequel l'effort de prévision doit être le plus grand, mais quel qu'il soit la prévision ne pourra jamais assurer dans ce domaine une pleine connaissance du phénomène. C'est un des problèmes vitaux pour l'économie moderne. »

Interview à Jeunes Patrons (n° 207, août-septembre 1967)

[Chapeau 2/2] Les transformations radicales que vit la France des années 1960-1970 imposent une réflexion approfondie sur les choix nationaux. Dans le cas de la défense nationale, qui couple défense classique du territoire (la Seconde Guerre mondiale a pris fin moins de vingt ans auparavant) et enjeux mondiaux liés à la guerre froide, les projets se conçoivent sur des dizaines d'années (document 4). Dans le domaine économique, il s'agit d'envisager à long terme les conséquences des évolutions structurelles, d'anticiper les comportements et de prévoir les moyens qui permettront de d'y répondre (documents 5 et 6).

Document 4 – Quelle défense pour la France ?

« Question : Dans le monde des fusées, quelle sera, en l'an 2000, la place de la France traditionnelle des arts, des armes et des lois ? – Quand du Bellay dit « France, mère des arts, des armes et des lois », il entend, par les arts, aussi bien ce que nous appelons arts que les lettres et que les sciences. La France a toujours été un pays de savants. Faute de moyens elle a décliné après 1918, en cela comme en tout. Il me semble que la situation se modifie. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas être absents du « monde des fusées ».

Question : Comment se présente, en 1968, le problème de l'indépendance nationale ? Que signifie la défense « à tous azimuths » ? – Être indépendant, c'est pouvoir décider librement de sa politique et de ses actes. C'est ainsi qu'ont vécu jusqu'à nos jours tous les peuples libres, petits ou grands, y compris au sein de leurs alliances. Plus il y a de prétendants à l'hégémonie et plus ils sont puissants, plus le problème devient difficile, mais nullement impossible, de plus faibles que nous en font tous les jours la démonstration.

Quant à la défense « tous azimuths », cela veut dire simplement qu'il faut se doter des moyens de défense les plus efficaces et les plus puissants possibles, à toute éventualité, et ne serait-ce que pour peser d'un plus grand poids aux yeux de nos alliés. Et puis, savons-nous ce que sera la carte du monde dans 25 ans ? Or les programmes militaires modernes n'ont de valeur qu'à long terme tant il s'écoule de délais entre la conception et la mise en œuvre de moyens opérationnels. On parle beaucoup de prospective. Croyez-moi, c'est en matière de défense qu'elle est le plus nécessaire, et le plus difficile. »

Interview à Paris-Match (2 janvier 1968)

Document 5 – La désindustrialisation

« Il est bien certain que la routine est la pente la plus naturelle, la plus facile. Mais je voudrais véritablement qu'en dehors même de l'esprit de jeunesse, de volonté, d'énergie que manifeste la France à l'heure actuelle – et que son industrie manifeste, elle aussi – en dehors de cela, l'industrie française perçoive que pour elle c'est un danger de mort. Si elle ne se lance pas

dans cette bataille, elle s'apercevra dans dix ans, dans quinze ans, qu'elle est pratiquement rayée de la carte industrielle du Marché commun.

Bien sûr, cela ne se passera pas comme ça. Il n'y aura pas un matin où on se réveillera et où on se dira : tiens, on n'a plus d'industrie ! Ce sera très long, ce sera lent, ce sera progressif, mais petit à petit cela se fera. Parce que nous avons en face de nous des hommes actifs, des capitaux, des techniques et une volonté d'expansion, il faut que nous ayons cette même volonté pour les battre chez nous et chez eux et pour tirer de la concurrence tout ce qu'elle a de stimulant. »

Dîner des Jeunes patrons (27 avril 1964)

Document 6 – Petit commerce et grandes surfaces

« Si la production de masse et la distribution concentrée doivent constituer demain la base du système économique moderne, le commerce de détail, la petite entreprise, l'artisanat, y trouveront de nouvelles raisons d'être en tant que complément indispensable de la grande entreprise. Le développement des supermarchés entraîne la création de petits commerces, la grande industrie multiplie les sous-traitances. Mais il y a plus. Il est certain, et c'est en tout cas ma conviction, que ce sera un besoin essentiel pour l'homme et comme le témoignage de sa liberté que de pouvoir, en dehors des produits de première nécessité ou de grande consommation, s'adresser à une consommation plus personnelle et plus individualisée. »

Discours à l'Assemblée nationale (10 octobre 1967)

Doutes, limites, remises en cause

[Chapeau] Les années 1960-1970 sont perçues, rétrospectivement, comme une époque d'insouciance et d'optimisme. En réalité, les préoccupations et les remises en cause sont nombreuses. D'une part, la crise du système monétaire international à partir de 1971 (document 1) et la flambée des prix du pétrole en 1973 (document 2) vont précipiter la fin des Trente Glorieuses. D'autre part, les multiples transformations de la société, du cadre de vie ou encore des normes sociales et morales, tous ces phénomènes nourrissent des réflexions sur une crise de la civilisation. Georges Pompidou évoque très souvent ces tensions entre civilisation technique apportant le bien-être matériel et isolement croissant de l'individu (documents 3 et 4).

Document 1 – La crise du système monétaire international

« Sur le système monétaire international, vous ne vous étonnez pas, si j'en prends une approche plus pratique que théorique. Un tel système doit tenir compte de la situation actuelle, des intérêts fondamentaux de tous, des rapports de puissance économique, de l'indispensable liberté des échanges internationaux, et aussi du rôle et de l'intérêt des États sous-développés qui, par la structure de leur économie et par la déficience de leur système monétaire et bancaire, sont les premiers victimes du désordre monétaire. [...]

Je crois donc qu'il vaut mieux pour l'instant colmater quelques brèches, mettre un peu de concertation dans le désordre général, et rechercher à loisir les modalités d'un règlement final tout en n'oubliant pas que si le temps est galant homme, il peut aussi rendre les problèmes plus difficiles. Ne serait-ce que parce que les sacrifices que les États-Unis désirent demander à un certain nombre de pays – si la crise actuelle conduisait à une récession économique générale – eh bien ! ces pays se trouveraient hors d'état de les consentir.

Que sera le système final ? Je n'en sais rien, mais la France a sur ce point un certain nombre d'idées, de principes auxquels elle reste fermement attachée. Il n'y a pas de système monétaire international valable sans parités fixes. Il n'y a de parités fixes que par rapport à quelque chose qui échappe aux manipulations de l'un ou de tous, c'est-à-dire l'or.

Que pour la création des liquidités nécessaires, on ait recours au crédit ou à quelque chose qui ressemblerait aux droits de tirage spéciaux, peu importe dès lors toutefois que ces droits de tirage spéciaux seraient gagés sur l'or convertible au moins partiellement, en or et émis sous le contrôle et par le Fonds Monétaire International, et un Fonds Monétaire International dégagé de toute influence unilatérale. Il faut ensuite que toutes les monnaies soient convertibles, non pas en or – bien sûr, ce serait un rêve – mais entre elles, c'est-à-dire que quiconque a des dollars, par exemple, puisse les échanger en un cours donné et connu contre des marks ou des yens, des francs, des livres et réciproquement.

Il faut que les banques centrales n'acceptent dans leurs réserves que de l'or, des droits de tirage spéciaux et, dans une faible proportion, des monnaies à parité fixe, et encore, en diversifiant cette dernière catégorie de leurs réserves. Et il faut, s'agissant des marges de fluctuation, qu'éventuellement on les élargisse légèrement comme la France l'a accepté à Bruxelles. »

Conférence de presse (23 septembre 1971)

Document 2 – Le pétrole

« Jean-Marie Cavada – Va-t-on manquer de pétrole ou n'en manquera-t-on pas dans les six mois ?

Georges Pompidou – [...] Tout d'abord, notre politique, l'état de nos stocks, le rythme actuel de nos importations, font que nous sommes à l'abri d'une crise grave dans les prochains mois. C'est un premier point qui a, je crois, de l'importance.

En second lieu, il faut reconnaître que la hausse des prix du pétrole aura une incidence sérieuse sur nos prix intérieurs. Il faut le savoir et il faut s'y préparer.

En troisième lieu, il est exact que, dans une économie qui était basée sur l'échange et sur la liberté du commerce, les raffineries françaises ne produisaient pas toujours tous les produits pétroliers nécessaires à notre consommation. [...]

En quatrième lieu, il est certain que si la pénurie de pétrole devait se prolonger pendant des mois et des années, tous les pays finiraient par en subir les conséquences, directes ou indirectes, et que, par conséquent, le devoir du gouvernement est de se préparer à prendre, le cas échéant, des mesures sérieuses, des mesures graves. Il s'y prépare. Il n'est pas dit qu'il les prendra et il n'a besoin, en tout cas, de personne pour l'inciter à les prendre. »

Entretien avec un journaliste de l'ORTF (20 décembre 1973)

Document 3 – Nouveaux défis de la civilisation occidentale

« Dans l'entassement des grandes agglomérations, l'homme se voit accablé de servitudes et de contraintes de tous ordres qui vont bien au-delà des avantages que lui apportent l'élévation du niveau de vie et les moyens individuels ou collectifs mis à sa disposition. Il est paradoxal de constater que le développement de l'automobile par exemple, dont chacun attend la liberté de ses mouvements, soit traduit en fin de compte par la paralysie de la circulation. Le temps n'est pas loin où la marche à pied apparaîtra comme le mode de transport le plus sûr et le plus rapide dans nos grandes cités s'il y reste encore des trottoirs ! Dès maintenant, des problèmes analogues commencent à se poser aussi pour l'espace aérien.

Plus graves sans doute que ces problèmes de circulation – encore qu'ils soient pour les hommes et en particulier pour les travailleurs une cause de fatigue physique et nerveuse considérable – plus graves sont les conséquences morales des conditions de vie des villes modernes. Je pense, par exemple, à l'accroissement de la criminalité, en particulier de la délinquance juvénile. La « ville », symbole et centre de toute civilisation humaine, est-elle en train de détruire elle-même et de sécréter une nouvelle barbarie ? [...]

L'organisation de la société ne s'adapte pas à l'énorme essor et déplacement démographique, qui provoque ces phénomènes « d'encombrement » bien connus des sociologues. Il y a là matière à études et à réformes pour les dirigeants des États comme pour les responsables des grandes villes. Mais c'est un fait que chaque problème résolu en fait naître d'autres, en général plus difficiles, et que l'homme est amené à remettre en question la croyance à un progrès linéaire selon laquelle chaque succès de la découverte s'ajouterait aux précédents dans une chaîne continue conduisant au bonheur.

Ainsi, au moment même où les savants remportent leurs victoires les plus spectaculaires et les plus exaltantes pour l'esprit, apparaissent les premiers éléments d'un procès de la science. Plus que la science fondamentale dont rien ne peut arrêter le développement, ni contrôler les orientations, c'est de la technologie qui en procède qu'il est possible d'orienter les applications afin de mieux les adapter à l'homme et à son besoin de bonheur. Il faut créer et répandre une sorte de « morale de l'environnement » imposant à l'État, aux collectivités, aux individus, le respect de quelques règles élémentaires fautes desquelles le monde deviendrait irrespirable. [...] La protection de l'espace naturel doit être désormais une de nos préoccupations premières.

Il s'ensuit que le rôle des pouvoirs publics ne peut aller qu'en s'étendant, car c'est à eux qu'il revient d'édicter les règles et de prononcer les interdictions. Mais l'application de ces règles ne peut être laissée à la seule discrétion des fonctionnaires ou des techniciens. Dans un domaine dont dépend directement la vie quotidienne des hommes s'imposent plus qu'ailleurs le contrôle des citoyens et leur participation effective à l'aménagement du cadre de leur existence. »

Discours de Chicago (28 février 1970)

Document 4 – Individu et société

« Toute l'évolution de la civilisation occidentale depuis deux siècles a tendu à exalter et à libérer l'individu. Même si les forces naturelles se rappellent parfois à l'homme avec le sombre éclat de la tragédie, le progrès scientifique et technique l'a dans une large mesure libéré des contraintes physiques dûes à son impuissance millénaire face à des phénomènes qu'il ne pouvait que subir. Ce progrès a également réduit les contraintes physiologiques, grâce aux découvertes de la médecine et de la chirurgie. Il a fourni des instruments qui allègent considérablement l'exercice des métiers. Il a permis la production des biens indispensables à la vie dans des conditions qui permettent d'éliminer les formes extrêmes du dénuement : dans les pays développés dont je parle ici, on ne meurt plus de faim ni de froid. Tout cela nous paraît naturel, mais tout cela est récent et sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

La conséquence en est que, moins menacé, l'homme s'est senti moins solidaire. Pour se défendre contre l'agression sous toutes ses formes, contre la famine, contre les invasions ou les épidémies, l'homme du Moyen-Âge cherchait en premier lieu à s'unir. [...] Sur les pas du progrès technique qui éliminait les motifs de cette solidarité, l'homme moderne a prétendu vivre sa vie par ses propres moyens. [...]

Or, la civilisation moderne, conçue pour donner à l'individu toutes ses chances, l'enserme de toutes parts dans de pesantes contraintes. J'en vois une image symbolique dans le développement de l'automobile qui devait assurer la liberté du déplacement individuel et qui devient dans nos agglomérations un facteur de paralysie généralisée. Au volant de sa voiture, le citadin se découvre à la fois isolé et prisonnier. Du fait de la concentration urbaine, de l'habitat collectif, des transports en commun, des congés eux-mêmes, la vie de l'homme se déroule sous le double signe de la promiscuité et de la solitude.

Comment, dès lors, n'y aurait-il pas réaction instinctive pour échapper à cette conjonction ? L'enfer, c'est les autres, dit l'un. L'enfer, c'est la solitude, dit un autre. Ainsi s'expliquent le retour à la nature, le besoin de fuir la ville, dont la vogue de la résidence secondaire constitue l'aspect le plus banal. Ainsi s'explique, en sens inverse, le besoin de retrouver ce que j'appellerai la notion du « prochain » et des formes de vie où les individus ne soient pas simplement agglomérés. »

Discours devant l'Union des associations familiales (5 décembre 1970)

La vision pompidolienne

[Chapeau] Georges Pompidou observe les mutations de la France autant en sociologue qu'en homme d'action. Premier ministre puis Président, il se fixe un objectif ambitieux d'industrialisation, dont le but est d'armer la France pour la compétition de demain (document 1). Les grands programmes qu'il encourage (Concorde, Airbus, TGV, nucléaire civil...) sont devenus pour la plupart des fleurons de l'industrie française contemporaine. Certains choix stratégiques, notamment dans le domaine de l'énergie, restent ceux d'aujourd'hui (document 2).

Dans le domaine international, Georges Pompidou appelle à envisager à long terme les rapports entre continents, notamment avec l'Europe de l'Est en prévision de l'après-communisme (document 3) et avec le Tiers-Monde dans une optique de rééquilibrage post-colonial (document 4). Homme de culture, il n'ignore pas non plus les évolutions intellectuelles et ses réflexions sur l'influence culturelle (document 5) ou le transformation des apprentissages (document 6) frappent par leur lucidité.

Document 1 – Les objectifs de Georges Pompidou

« Nous devons développer avec hardiesse et acharnement notre puissance économique, c'est-à-dire en premier lieu notre capacité industrielle. Nous devons sauvegarder et améliorer les conditions de vie des Français, non seulement par la construction d'un meilleur ordre social mais par une politique résolue de l'aménagement du territoire et de l'environnement, qu'il s'agisse des conditions d'existence dans les villes, de la transformation du milieu rural ou de la protection de la nature et du combat contre les pollutions. Nous devons enfin mener une politique extérieure tout entière tournée vers le maintien de la paix, pour notre pays, pour l'Europe et pour le monde et vers la collaboration entre les peuples, qu'il s'agisse de l'union économique qui s'instaure entre les pays de la Communauté européenne ou de la coopération largement entamée avec les pays de l'Est européen.

Dans tous ces domaines notre action est liée. Sous peine de s'effacer de la carte du monde, la France ne peut adhérer à l'Europe qu'en augmentant son propre potentiel économique et humain. Sous peine de vouer notre continent à la destruction, elle doit absolument travailler à faire tomber les barrières entre l'Ouest et l'Est. Sous peine de laisser s'installer un climat de révolte et de désespoir, elle doit instaurer la justice sociale, humaniser les villes et protéger l'admirable cadre de vie que nous ont donné la nature et le travail des siècles. »

Discours à Lyon, 30 octobre 1970

Document 2 – La politique de l'énergie

« Il nous appartient de concevoir une politique de l'énergie, politique d'autant plus importante pour la France que nos ressources propres sont modestes et sans commune mesure avec nos besoins. C'est d'ailleurs un trait commun des pays de l'Europe occidentale : cette région du monde ne dispose par exemple que de 1 à 2 % des réserves pétrolières connues alors que le Proche-Orient et l'Afrique en recèlent 70 %. Une telle distorsion entre la production et l'utilisation constitue un des problèmes majeurs du monde. Les crises récentes l'ont montré clairement. [...] [Notre politique] garde pour objet d'assurer notre indépendance économique sans porter bien entendu en rien atteinte à l'indépendance d'autrui.

La recherche de cet objectif nous impose une double diversification. Tout d'abord, et compte tenu du fait que pendant au moins une quinzaine d'années encore le pétrole et le gaz naturel garderont la toute première place dans notre alimentation énergétique, nous devons diversifier nos sources d'approvisionnement. [...]

En second lieu, nous avons décidé d'accélérer notre programme d'utilisation de l'énergie nucléaire, considéré comme un facteur important d'indépendance énergétique. [...] L'utilisation des techniques actuellement au point et que nos sociétés vont pouvoir assimiler complètement en peu d'années permet d'ores et déjà à l'énergie nucléaire d'être compétitive, compte tenu surtout de l'augmentation du prix des produits pétroliers. De plus, le succès prévisible des surrégénérateurs, technique dans laquelle nous sommes, grâce au Commissariat à l'Énergie Atomique, au premier rang de la recherche mondiale, ne pourra qu'accentuer encore le rôle de cette forme d'énergie. »

Discours des Renardières (12 mai 1971)

Document 3 – L'Europe de l'Est

« Nous croyons [...] que le temps travaille pour nous, parce que les peuples soumis au régime communiste, petit à petit – et cela a commencé – s'éveilleront au besoin de vie plus confortable d'abord, au besoin de liberté d'esprit ensuite, au besoin de liberté politique enfin, et que le régime communiste reculera au fur et à mesure que les peuples qu'il domine prendront conscience de leur véritable intérêt et de ce qui est l'avenir de l'humanité. »

Dîner de l'American Club (24 février 1964)

Document 4 – L'aide au développement

« Il y a autour de nous des continents entiers où le sous-développement entretient la misère. Nous n'avons pas de devoir plus impérieux que de les aider à progresser sans chercher à les soumettre : la décolonisation doit s'accompagner d'une coopération active par laquelle les plus riches apportent leur concours aux plus démunis sans empiéter sans leur indépendance. La pauvreté est fière. Respectons-la comme telle, mais aidons-la. »

Discours au Congrès des États-Unis (25 février 1970)

Document 5 – La langue française

« “Les empires de demain seront les empires de l'esprit”, disait Winston Churchill. Or, l'abolition des distances et l'interdépendance de toutes les nations font que les empires de l'esprit seront aux dimensions du monde, présents sur tous les continents, ou ne seront pas. Demain les langues parlées par cinquante ou cent millions d'hommes seront ravalées au rang de langues régionales, faute d'une universalité suffisante. Et chacun sait que le français n'est pas le mieux placé parmi les quatre ou cinq langues qui peuvent prétendre à une certaine universalité : il 'est pas sûr même, notamment pour des raisons de démographie, que le temps joue en notre faveur. D'où la nécessité de voir grand, et de faire vite. »

*Discours au Haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française
(29 juin 1966)*

Document 6 – La transmission du savoir

« Nous étions, en gros, depuis le XVI^e siècle, depuis Gutenberg, dans une civilisation de l'écrit ; nous sommes en train d'en sortir. Je regrette de vous le dire, à vous dont le métier est d'écrire en grande partie, mais c'est la vérité. La radio, la télévision, donnent à l'oreille et à l'image la prépondérance. Cela aura des conséquences évidentes, depuis les plus visibles, par exemple l'orthographe – l'orthographe n'existait pas avant l'imprimerie, l'orthographe va disparaître, les gens font de plus en plus de fautes d'orthographe [...]

En même temps, vous avez des enfants et des jeunes gens qui ne sont pas, du point de vue de la capacité de raisonner, d'une formation intellectuelle classique en avance sur celle qu'on avait, qui sont même en retard, mais qui, par contre, ont une connaissance de la vie extraordinairement plus développée, plus étendue que celle qu'on avait à leur âge, d'où à mon

avis, je le répète, cette espèce de désarroi actuel de l'enseignement, qui est l'inadaptation complète et des méthodes d'enseignement et même des méthodes intellectuelles entre un corps professoral qui a une formation intellectuelle très étendue, et qui appartient à la civilisation de l'écrit, et une jeunesse qui a une formation intellectuelle très relativement faible, et des connaissances, par contre, de la vie, extrêmement étendues, souvent plus que celles des professeurs, ainsi qu'une capacité d'absorber l'image et le son extraordinairement développée. »

Interview au magazine Réalités (14 avril 1970)